

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COGNAC GODET

Rue Elie Barreau
17000 La Rochelle

Références : 2026 474 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007208670

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement COGNAC GODET implanté rue Elie Barreau 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cet établissement a fait l'objet d'une première visite d'inspection en 2017 qui a mis en évidence plusieurs non-conformités majeures vis-à-vis des prescriptions de sécurité principales applicables à ce type d'établissement (absence de murs coupe-feu, absence de rétention, absence de réserve d'eau incendie). Suite à cette première visite d'inspection, l'exploitant avait répondu qu'il projetait de déménager son activité sur un autre site.

Une 2^e visite d'inspection en 2023 a mis en évidence que le déménagement n'avait pas eu lieu malgré l'obtention de l'exploitant, en janvier 2022, d'une autorisation environnementale pour l'exploitation d'une installation classée de même activité sur la commune de Saint-Xandre.

Par arrêté préfectoral du 29 juillet 2024, une mise en demeure a alors été prise à l'encontre de l'exploitant afin qu'il régularise les conditions d'exploitation de cet établissement.

À cette fin, l'exploitant a déposé en mars 2025 un dossier de demande d'autorisation pour la construction, au sein de cet établissement, d'un nouveau bâtiment conforme à l'état de l'art pour ce type d'activité.

La construction et l'exploitation de ce nouveau bâtiment ont été autorisées par arrêté préfectoral du 6 octobre 2025, fixant par ailleurs les conditions d'exploitation des 2 bâtiments existants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COGNAC GODET
- 6 rue Elie Barreau 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007208670
- Régime : Autorisation

L'établissement produit des spiritueux divers (Cognac, Whisky, Gin, etc.). Il se décompose en deux bâtiments existants contigus :

- un bâtiment de 1 000 m² qui accueille les bureaux et l'atelier d'embouteillage ;
- un bâtiment de 1 200 m² qui accueille les stockages d'alcools en vrac qui doivent être déplacés dans le nouveau bâtiment en construction, ainsi que les stockages d'alcools conditionnés en produits finis et de matières sèches (emballages) qui y resteront.

Au jour de la présente visite d'inspection, le nouveau bâtiment de stockage d'alcools (compartimenté en 2 cellules de 289 m² et 379 m²) autorisé par l'arrêté préfectoral du 06/10/2025 est construit mais encore en cours d'aménagement et d'équipement.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	État des stocks général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
3	Mesures de réduction des risques sur le bâtiment existant	Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Réserve d'eau de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
5	Dispositions constructives du nouveau chai	Arrêté Préfectoral du 06/10/2025, article 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Séparation coupe-feu des bâtiments existants	Arrêté Préfectoral du 06/10/2025, article 4.1.1	Demande d'action corrective	9 mois
7	Événements des cuves de stockage métalliques	Arrêté Préfectoral du 06/10/2025, article 4.2.5	Demande d'action corrective	9 mois
8	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Vérification	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	périodique des installations électriques	04/10/2010, article 66-A		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks d'alcools de TAV > 40 %	Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la présente visite d'inspection que l'exploitant mène à bien la construction du nouveau chai autorisé qui doit lui permettre de retirer les stockages d'alcools en vrac du bâtiment existant.

L'établissement étant ainsi dans une période de transition, certains travaux requis pour répondre à des prescriptions de sécurité n'ont pas encore été totalement réalisés (séparation coupe-feu des bâtiments existants et accès à la réserve d'eau incendie notamment) et plusieurs points de contrôles appellent la fourniture d'éléments justificatifs complémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks d'alcools de TAV > 40 %

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, État des stocks
Prescription contrôlée : Dans l'attente de la régularisation de sa situation administrative, l'exploitant maintient inférieure à 500 m ³ , à tout instant, la quantité d'alcools de bouche d'origine agricole de TAV supérieur à 40 % vol. <u>réellement stockée dans l'installation</u> . L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. (...)
Constats : L'exploitant a régularisé sa situation administrative et dispose désormais d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 6 octobre 2025 pour l'exploitation d'un nouveau bâtiment de stockage d'eaux-de-vie (compartimenté en 2 cellules) d'une capacité autorisée à 999 m ³ . Au jour de la visite d'inspection, ce nouveau bâtiment est en cours de construction et n'est pas encore en service. Les eaux de vie du site sont donc toujours stockées dans le bâtiment contrôlé lors de la visite d'inspection précédente du 29 novembre 2023, ayant conduit à la mise en demeure du 29 juillet 2024. D'après l'état des stocks présenté par l'exploitant, la quantité d'alcools de bouche d'origine agricole de TAV > 40 % présente dans ce bâtiment au jour de la visite d'inspection est d'environ 295 m ³ .

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : État des stocks général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Situation administrative, État des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>(...)</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks dont dispose l'exploitant n'est pas facilement accessible, ne contient pas toutes les informations requises et n'est pas facilement exploitable par l'inspection et les services de secours.</p> <p>En effet, d'une part, l'exploitant a mis plus de 15 min à fournir l'état des stocks des eaux-de-vie de TAV > 40 % (cf. point de contrôle n°1), alors que la préparation de cet état des stocks avait été demandée en amont de la visite d'inspection.</p> <p>D'autre part, l'exploitant n'a pu éditer un document synthétique présentant un état des stocks par bâtiment ou cellule de stockage et y intégrant toutes les matières combustibles stockées (alcools > 40 %, alcools < 40 %, papiers, cartons, plastiques, etc.).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ L'exploitant doit disposer d'un état de <u>toutes les matières stockées</u> (alcools > 40 %, alcools < 40 %, papiers, cartons, plastiques, etc.), <u>par bâtiment ou cellule de stockage</u>. ➔ L'exploitant doit améliorer les conditions d'accès et de mise à disposition de ces documents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mesures de réduction des risques sur le bâtiment existant

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Dans l'attente de la régularisation de sa situation administrative, l'exploitant met en place des mesures permettant, en cas d'incendie, de circonscrire l'épandage de liquides enflammés à une surface délimitée la plus réduite possible. Ces mesures peuvent être organisationnelles (limitation de l'état des stocks, mise hors service de capacités/zones de stockage ou autre) ou techniques (compartimentage des zones de stockage, capacités de rétentions internes, évacuation des écoulements vers une capacité de rétention déportée ou autre) ou une combinaison des deux. (...)
Constats : L'exploitant n'a mis en place aucune mesure particulière afin, en cas d'incendie dans le bâtiment principal existant, de circonscrire l'épandage de liquides enflammés à une surface délimitée la plus réduite. L'exploitant a déclaré que cela était impossible et que les cuves, barriques et tonneaux de stockage d'eaux-de-vie seront déplacés prochainement dans le nouveau bâtiment dont la mise en service est prévu d'ici fin avril.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu de la mise en service prochaine du nouveau bâtiment de stockage d'alcools, l'inspection considère que cette prescription est désormais obsolète. → L'inspection rappelle à l'exploitant que l'organisation des stockages dans le bâtiment existant devra alors respecter les dispositions des articles 1.2.2 et 4.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06/10/2025. → Ainsi, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai de 3 mois (soit une fois que le nouveau chai sera mis en service), les éléments justifiant du respect de ces dispositions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Réserve d'eau de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Dans un délai de 5 mois, le site dispose d'un débit d'eau suffisant, régulier et disponible à tout moment afin de combattre efficacement un sinistre notamment via l'installation à proximité d'une des entrées du site d'une réserve d'eau de lutte contre l'incendie d'au moins 420 m ³ .
Constats : Un bassin de stockage de 420 m ³ d'eau, dédié à la lutte contre l'incendie, a été aménagé à l'entrée du site. Cependant, les aménagements nécessaires pour rendre ce point d'eau accessible aux services de secours (modification de la clôture et stabilisation de l'aire de stationnement des engins de secours) n'ont pas été réalisés. L'exploitant a déclaré que ces aménagements seront réalisés dans les prochaines semaines dans le cadre des derniers travaux d'aménagements du nouveau bâtiment de stockage d'alcools.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit réaliser les aménagements nécessaires pour rendre le bassin d'eau incendie accessible aux services de secours (modification de la clôture et stabilisation de l'aire de stationnement des engins de secours), et transmettre les éléments justificatifs à l'inspection (photos).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Dispositions constructives du nouveau chai

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2025, article 4.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives

Prescription contrôlée :
Les installations respectent les dispositions constructives suivantes :

Bâtiment/local	Dispositions constructives			
	Sol, toiture	Murs	Portes et fermetures	Parois séparatives
Chai 1	Sols en matériaux incombustibles Charpente R30 (stable au feu de degré une demi-heure) Toitures et couvertures Broof (t3) Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2s1d0 ou Bs2d1	Murs extérieurs au minimum REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) jusqu'à une hauteur de 9 m.	Au moins 2 portes vers l'extérieur par cellule, judicieusement réparties, E30 au minimum (pare-flamme de degré une demi-heure), de largeur minimale 0,8 mètre, équipées de seuils ou grille ou tout autre moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides vers l'extérieur	Séparation du chai en deux cellules par une paroi REI 240 avec acrotère dépassant d'au moins 1 mètre la couverture de toiture. Sans porte de communication entre les cellules séparées par la paroi.

(...)
Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Le nouveau chai est construit mais est encore en travaux pour les derniers aménagements (portes, électricité, etc.).</p> <p>Il a été constaté que le sol du nouveau chai est en matériaux incombustibles.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas encore des justificatifs attestant du respect des dispositions constructives (récolement ou attestation de l'architecte, factures finales ou dossier des ouvrages exécutés).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai de 6 mois, les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques au nouveau chai (récolement ou attestation de l'architecte, factures finales ou dossier des ouvrages exécutés).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Séparation coupe-feu des bâtiments existants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2025, article 4.1.1				
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives				
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations respectent les dispositions constructives suivantes :</p>				
Bâtiment/ local	Dispositions constructives			
	Sol, toiture	Murs	Portes et fermetures	Parois séparatives
Bâtiment principal : zone MS et PF	Sols en matériaux incombustibles Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2s1d0 ou Bs2d1	Mur extérieur Est de séparation avec le bât. MEB et bureaux : REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) jusqu'à une hauteur de 5,5 m.	Porte de communication avec le bât. MEB et bureaux : EI 120 (porte coupe-feu 2h à fermeture automatique sur détection incendie)	Néant
<p>(...)</p> <p>Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>				
<p>Constats :</p> <p>Le mur REI 240 et la porte EI 120 prévus pour séparer le bâtiment principal actuel et le bâtiment de mise en bouteille et bureaux n'a pas été aménagé.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'un devis est en cours et n'est pas en mesure d'annoncer un calendrier de réalisation.</p>				
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :				

<p>➔ L'exploitant doit programmer les travaux d'aménagement du mur REI 240 de 5,5 m et la porte EI 120 prévus pour séparer le bâtiment principal actuel et le bâtiment de mise en bouteille et bureaux, afin que ceux-ci soient réalisés dans un délai de 9 mois.</p> <p>➔ L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre dès que possible le calendrier de programmation de ces travaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 7 : Événements des cuves de stockage métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2025, article 4.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout réservoir métallique de stockage d'alcool est équipé d'événements correctement dimensionnés permettant de prévenir le phénomène de pressurisation lente. Les justificatifs de l'installation et du bon dimensionnement de ces événements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>(...)</p> <p>Les événements des cuves ne disposent d'aucun dispositif de fermeture fixe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que la plupart des cuves métalliques présentes dans l'installation disposent en partie haute de trappes de visites laissées déverrouillées.</p> <p>Cependant, il dispose de 6 cuves qui ne sont pas équipées de trappes de visite ni d'événements dimensionnés pour prévenir le phénomène de pressurisation lente.</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite, sur les quelques cuves contrôlées par sondage disposant de trappes de visites déverrouillées, il a été constaté que les dispositifs de fermeture n'avaient pas été retirés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ Pour les cuves métalliques disposant en partie haute de trappes de visites laissées déverrouillées, l'exploitant doit faire retirer les dispositifs de fermeture (molettes, écrous, etc.).</p> <p>➔ Concernant les 6 cuves qui ne sont pas équipées de trappes de visite ni d'événements dimensionnés pour prévenir le phénomène de pressurisation lente, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit les faire équiper d'un événement correctement dimensionné pour prévenir le phénomène de pressurisation lente ; • soit réviser son étude de dangers pour justifier que le phénomène de pressurisation lente n'est pas susceptible de générer des effets thermiques et de surpression en dehors des limites du site ; • soit ne plus les utiliser pour le stockage d'alcools de bouche.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 8 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. (...) B.-Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles (...) qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance.
Constats : L'exploitant déclare que les travaux préparatoires de l'installation du système de détection incendie ont commencé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le 1 ^{er} rapport de mise en service du système de détection incendie en cours d'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A
Thème(s) : Risques accidentels, Électricité
Prescription contrôlée : (...) Les installations électriques (...) sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 03/03/2026, le rapport, certifié "Q18", de la vérification des installations électriques réalisée par l'organisme Apave le 07/10/2025. Ce rapport conclut que l'installation " <i>peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion</i> " et fait état d'une anomalie " <i>trace d'échauffement constatée sur une prise de courant TGBT</i> ".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit mener les actions correctives nécessaires au regard de la conclusion et de

l'observation mentionnées dans le rapport de vérification des installations électriques transmis, et transmettre à l'inspection les éléments justificatifs correspondants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois